

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 2

Vorwort: Le parti socialiste et la défense : comme après 14-18!
Autor: Brunner, Dominique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Février 2002

Pages

EditorialLe Parti socialiste
et la défense 3**Situation politico-militaire**Risques et menaces en
ce début de XXI^e siècle (3) 6**Dossier «Terrorisme»**Le «Septembre noir»
des Etats-Unis 11**Dossier «Moyen-Orient»**L'eau, Israël et la Palestine 17
Le processus
de désarmement de l'Iraq 22**Armées étrangères**L'institution militaire
espagnole 29
Professionnalisation des
forces armées italiennes 33**Politique de défense**

Vers l'armée virtuelle (1) 36

Partenariat pour la paixL'exercice international
«VIKING 01» 40**Déminage humanitaire**Une débroussailleuse
«révolutionnaire» 42**Tradition**Commémoration du
11 novembre à Lausanne 46**Comptes rendus**Actes Colloque Souvorov 48
Actes du CHPM de Pully
sur la guerre totale 50**Nouvelles brèves** 54**Revue des revues** 57**SSO: comité central** I-II**RMS-Défense Vaud** III-IV

Le Parti socialiste et la défense: comme après 14-18!

Le 2 décembre 2001, le souverain rejetait l'initiative de la gauche militante pour une Suisse sans armée par 78,1 % des voix, l'initiative pour un service pour la paix volontaire par 76,8%. Dans tous les cantons, le non dominait. Il est certainement justifié de qualifier ce résultat de défaite cuisante pour la gauche. En ce qui concerne l'initiative contre l'armée, le parti socialiste s'était réfugié dans l'abstention d'une recommandation de vote, après que son comité directeur en ait recommandé l'approbation. En revanche, il avait invité ses militants à approuver l'initiative douteuse pour le service pour la paix. Nombre de sections cantonales du parti ont soutenu la suppression de l'armée.

Le 8 décembre, six jours seulement après cette mémorable décision du peuple, les délégués du parti socialiste suisse décrétaient la suppression de l'armée. En effet, une armée, composée de 15000 volontaires, à laquelle s'ajouterait une réserve nullement définie de 45000 personnes, est l'équivalent de l'abandon d'une armée méritant ce nom. De plus, on supprimerait le système de milice si caractéristique en Suisse. Même les critiques les plus sévères adressées à ce parti au sujet de son attitude en matière de politique de sécurité depuis 1990 – et nous ne nous sommes jamais gênés de le faire – se révèlent entièrement justifiées.

Les responsables de ce parti font ainsi figure de club d'ignorants ou de démagogues, probablement les deux. Mais ce qui compte encore plus, c'est l'in vraisemblable arrogance dont cette prise de position témoigne vis-à-vis du peu-

ple. Non pas seulement parce que le peuple avait, six jours plus tôt, opposé un non catégorique aux propositions de l'aile pacifiste, mais parce qu'il s'est prononcé huit fois dans le même sens au cours des quinze dernières années.

En outre, il faut prendre en considération que le parti socialiste n'est pas un quelconque groupuscule marginal comme les verts, mais qu'il s'agit d'un parti important qui occupe deux sièges au Conseil fédéral. Enfin, cette manifestation du parti pour une politique de sécurité irresponsable n'est pas intervenue dans n'importe quelle situation politico-stratégique, mais bien face à l'actualité des opérations militaires des Américains et de leurs alliés afghans hautement efficaces, qui ont conduit en peu de temps à l'effondrement du régime inhumain des Talibans.

Devants ces faits, on s'attendait à ce que la majorité bour-

geoise – dans la population, au Parlement, au Conseil fédéral – rappelle la gauche à l'ordre. Après tout, la fameuse « formule magique », inventée en 1959, alors que le parti socialiste était dirigé par des personnalités raisonnables, ne figure pas dans la Constitution fédérale ! Cette attente est, pour deux raisons, un vœu irréalisable. D'abord parce qu'au sein de cette coalition du plus petit dénominateur commun, on s'est habitué à accepter les écarts de la gauche, éventuellement avec quelques faibles protestations. Il en va ainsi parce que radicaux et démocrates-chrétiens caressent l'illusion qui veut que les lois de la démocratie semi-directe exigent un large consensus entre les partis, faute de quoi on se ferait battre aux urnes. Or, la statistique des votations au niveau fédéral, non les élections

qui obéissent à d'autres lois, révèle autre chose. Très souvent, les recommandations du parti socialiste ne correspondent pas à la volonté de la majorité, telle qu'elle se manifeste aux urnes, et ceci pas seulement au sujet de la politique de sécurité. On pourrait fort bien se passer de cet allié à qui on ne peut faire confiance.

Il y a cependant une deuxième raison qui donne à penser qu'une rupture avec la gauche reste une illusion. Une telle rupture supposerait une véritable entente entre les partis bourgeois. Or, cette unité est de plus en plus mise en péril par la majorité des représentants aux Chambres d'un parti qui se définit lui-même comme l'incarnation des valeurs bourgeoises : l'Union démocratique du centre, l'UDC.

Selon les circonstances, ce parti ne recule nullement devant des alliances contre nature avec l'ennemi idéologique numéro un. Cela s'est produit, et pas pour la première fois, de façon particulièrement révélatrice au cours de la première semaine de décembre 2001. Lors du débat du Conseil national sur le budget de la Confédération pour 2002, la droite, se joignant à la gauche, a fait échouer le vote sur les crédits résultant du programme d'armement 2001, pourtant approuvé à l'automne par ce même Conseil. Cette décision a été corrigée depuis, elle n'en demeure pas moins significative. Opportunisme et arbitraire, voilà de quoi il s'agit ! En allemand, on dirait : *Lieb Vaterland, magst ruhig sein...*

**Colonel EMG
Dominique Brunner**

« Une puissance qui regorgerait d'or pourrait fort mal se défendre ; l'histoire est là pour attester que les peuples les plus riches ne sont ni les plus forts ni les plus heureux. Le fer pèse au moins autant que l'or dans les balances de la force militaire. Cependant, hâtons-nous d'en convenir : l'heureuse réunion de sages institutions militaires, de patriotisme, d'ordre dans les finances, de richesse intérieure et de crédit public, constituera la nation la plus forte et la plus capable de soutenir une longue guerre. »

Jomini: Précis de l'art de la guerre